

FICHE PÉDAGOGIQUE 2.5
THÈME : LA TÉLÉVISION FRANÇAISE EN ONTARIO

TITRE :
**MÉMOIRE PRÉSENTÉ À LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE
SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME PAR
L'ASSOCIATION DE LA RADIO-TÉLÉVISION FRANÇAISE DU SUD
DE L'ONTARIO (ENTRE 1963 ET 1967)**

DURÉE ESTIMÉE DE TEMPS EN CLASSE : 45 MINUTES

A) RÉFÉRENCE

La vie culturelle et artistique d'expression française : de la création à la diffusion

<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/II.html>

Les canaux de diffusion

<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/D/IID.html>

La radio et la télévision publiques

<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/D/2/IID2b.html>

La télévision de Radio-Canada

<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/D/2/IID2b02.html>

Mémoire présenté par l'Association de la radio-télévision française du Sud de l'Ontario à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme

<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/D/2/IID2b02-1.html>

B) DOCUMENTS

1. Lecture seulement (textes de présentation)

- La vie culturelle et artistique d'expression française : de la création à la diffusion
<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/II.html>
- Les canaux de diffusion
<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/D/IID.html>
- La radio et la télévision publiques
<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/D/2/IID2b.html>
- La télévision de Radio-Canada
<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/D/2/IID2b02.html>

2. Lecture et analyse

Mémoire présenté par l'Association de la radio-télévision française du Sud de l'Ontario à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (entre 1963 et 1967).

<http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/II/D/2/IID2b02-1.html>

C) MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE

1. D'abord lecture des quatre (4) textes de présentation;
2. Puis première lecture du document « Lecture et analyse »;
3. Analyse (grâce à la grille de lecture et d'analyse proposée) du document « Lecture et analyse » en répondant aux questions (**section F**);

D) NOTES À L'ENSEIGNANT/E

E) TEXTES DE PRÉSENTATION

1. La vie culturelle et artistique d'expression française : de la création à la diffusion

Dans l'affirmation de l'identité franco-ontarienne, les arts occupent une très grande place. Certes, l'Ontario français a connu une explosion d'activités culturelles durant les années 1970, activités souvent largement influencées par le mouvement contre-culturel de l'époque. Mais l'importance accordée au domaine des arts est beaucoup plus ancienne. Au début du XX^e siècle, les institutions traditionnelles du Canada français, comme les collèges classiques, jouaient un important rôle de diffusion artistique.

Depuis les trente dernières années, les institutions culturelles se sont multipliées et diversifiées pour englober un nombre toujours croissant de champs d'activité. Aujourd'hui, les créateurs franco-ontariens s'expriment plus que jamais auparavant par le biais de la littérature, de la musique, du théâtre et des arts visuels. Ils peuvent aussi compter sur un réseau d'institutions médiatiques pour assurer la diffusion de leurs oeuvres, réseau qui a pris beaucoup d'expansion, lui aussi, au fil des décennies.

2. Les canaux de diffusion

Les Franco-Ontariens représentent une minorité linguistique et culturelle dispersée sur un vaste territoire. Dans un tel contexte, le développement des liens communautaires passe nécessairement par la multiplication des canaux de diffusion qui permettent à la communauté d'échanger, de débattre et de se regrouper. Ces institutions, en plus de donner parfois une voix aux revendications de la communauté, jouent également un important rôle d'animation culturelle.

La présence de médias de langue française en Ontario est très ancienne. Dès le milieu du XIX^e siècle, avant même la Confédération de 1867, on fonde de nombreux journaux pour permettre aux Canadiens français de la future province de l'Ontario de s'exprimer et de se renseigner sur les grandes questions politiques de l'heure. Pendant le siècle qui suivra, la presse française prendra beaucoup d'expansion et atteindra presque tous les coins de la province. Après la Deuxième Guerre mondiale, elle sera relayée par de nouveaux médias, dont la radio et la télévision, qui contribueront à la grande diversité des organes d'information franco-ontariens. Ceux-ci, au fil des années, pourront compter sur des artisans de plus en plus nombreux qui fonderont, à leur tour, des organismes (syndicats, associations professionnelles, etc.) pour mieux protéger les intérêts de leur métier.

3. La radio et la télévision publiques

Lorsque l'État fédéral crée la Société Radio-Canada en 1936, c'est en grande partie pour favoriser le développement d'une culture et d'une identité « canadiennes ». En effet, le gouvernement estime que les émissions radiophoniques américaines ont déjà envahi les ondes des radios privées, de plus en plus nombreuses depuis les années 1920. C'est ce même souci de « souveraineté culturelle », pour employer un concept à la mode aujourd'hui, qui pousse Radio-Canada à mettre sur pied une télévision publique en 1952. Ainsi, les milieux politiques reconnaissent plus que jamais auparavant l'importance des médias électroniques dans le développement culturel de la société canadienne.

Les Franco-Ontariens, qui revendiquent le prolongement de la programmation française des radios privées, poursuivent leur combat sur le terrain de la radio et de la télévision publiques, combat qui s'intensifie à partir des années 1960. Les campagnes des milieux nationalistes connaissent beaucoup de succès : aujourd'hui, la Société Radio-Canada offre aux Franco-Ontariens des services de radio et de télévision dans l'Est, le Sud et le Nord, services auxquels vient s'ajouter la programmation de TFO, la télé éducative de l'Ontario.

4. La télévision de Radio-Canada

En 1952, la Société Radio-Canada (SRC) met sur pied deux télévisions publiques : l'une en langue française à Montréal, l'autre en langue anglaise à Toronto. Pendant plusieurs années, le contrôle qu'exerce la société d'État sur l'industrie canadienne de la télévision est total. Contrairement à son service de radiodiffusion, qui doit coexister avec le secteur privé, la télévision de Radio-Canada demeure l'unique télévision au pays jusqu'au milieu des années 1960, alors que les premières chaînes privées font leur apparition. En 1953, la ville d'Ottawa obtient à son tour sa propre télévision, CBOT, qui retransmet des émissions françaises et anglaises en provenance des centres de production de Toronto et de Montréal. Après deux ans de ce régime bilingue, on fonde dans la capitale CBOFT, la première station de langue française à l'extérieur du Québec.

Durant les années 1960, le prolongement du service télévisé de Radio-Canada parmi les Franco-Ontariens se transforme rapidement en un objet de litige entre Canadiens français et Canadiens anglais. Dans le Sud de la province, l'Association de la radio-télévision française (ARTF) cherche à profiter de l'ouverture que manifestent, à l'époque, les milieux politiques canadiens-anglais à l'égard des minorités françaises. En 1963, le gouvernement libéral de Lester Pearson crée la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (connue aussi sous le nom de Commission Laurendeau-Dunton) pour tenter de faire échec au mouvement indépendantiste québécois, de plus en plus bruyant depuis quelques années. Les commissaires en arrivent à la conclusion que le Canada devrait se doter d'une politique de bilinguisme officiel et que les minorités « linguistiques » (c'est-à-dire françaises) ont droit à l'expansion de leurs institutions culturelles. Pour sa part, l'ARTF présente un [mémoire](#) à la Commission d'enquête pour exiger que la SRC étende son réseau de télévision au Sud de l'Ontario. Le vœu de l'association est exaucé : en 1973, CBLFT entre en ondes à Toronto, trois ans avant la mise sur pied CBEFT à Windsor. Une vingtaine d'années plus tard, cependant, les deux stations disparaîtront et seront remplacées par des centres de production relevant de CBOFT à Ottawa.

F) GRILLE DE LECTURE ET D'ANALYSE DU DOCUMENT :
MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR L'ASSOCIATION DE LA RADIO-
TÉLÉVISION FRANÇAISE DU SUD DE L'ONTARIO À LA
COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET
LE BICULTURALISME (ENTRE 1963 ET 1967).

<http://www.crcf.uottawa.ca/passeport/II/D/2/IIID2b02-1.html>

F1 : IDENTIFICATION DU DOCUMENT
Date du document
Nature du document
Auteur du document original
Destinataire du document
Langue du document
F2 : CONTENU DU DOCUMENT
Comment les auteurs du mémoire ont-ils divisé leur présentation?
D'après les auteurs du mémoire, quels sont les principaux arguments appuyant la <u>nécessité</u> d'une télévision française dans le Sud de l'Ontario?
D'après les auteurs du mémoire, quels sont les principaux arguments appuyant les avantages d'une télévision française dans le Sud de l'Ontario?
D'après les auteurs du mémoire, quels sont les « raisons invoquées par la population de tout le pays » pour une télévision française?
Selon vous, quelle était la première raison pour laquelle l'Association de la radio-télévision française du Sud de l'Ontario a déposé un mémoire devant la Commission royale d'enquête?
Selon vous, y avait-il d'autres raisons pour lesquelles l'Association de la radio-télévision française du Sud de l'Ontario a déposé un mémoire devant la Commission royale d'enquête?